René-Jean Ravault

Docteur en communication de masse, professeur associé
au département de communication publique et sociales, UQÀM.

(2012)

“VIVEMENT
LA LOI SPÉCIALE 79
nationalisant les ressources minérales
et énergétiques du Québec pour financer
l’enseignement supérieur !”

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: jean-marie_tremblay@uqac.ca

Site web pédagogique : <http://www.uqac.ca/jmt-sociologue/>

Dans le cadre de: "Les classiques des sciences sociales"

Une bibliothèque numérique fondée et dirigée par Jean-Marie Tremblay,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Site web: <http://classiques.uqac.ca/>

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf, .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.

Jean-Marie Tremblay, sociologue
Fondateur et Président-directeur général,
[LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES](#).

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

René-Jean Ravault

“VIVEMENT LA LOI SPÉCIALE 79 nationalisant les ressources minérales et énergétiques du Québec pour financer l’enseignement supérieur !”

Montréal, texte inédit pour Les Classiques des sciences sociales, 26 mai 2012.

[Autorisation formelle accordée par l’auteur le 26 mai 2012 de diffuser cette œuvre dans Les Classiques des sciences sociales.]

Courriel : rene-jean.ravault@videotron.ca

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.

Pour les citations : Times New Roman, 12 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2004 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE US, 8.5’’ x 11’’.

Édition numérique réalisée le 26 mai 2012 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, Québec.

René-Jean Ravault

Docteur en communication de masse, professeur associé
au département de communication publique et sociales, UQÀM.

**“VIVEMENT LA LOI SPÉCIALE 79
nationalisant les ressources minérales et énergétiques
du Québec pour financer l’enseignement supérieur !”**

Montréal, texte inédit pour Les Classiques des sciences sociales, 26 mai 2012.

Sur l'auteur :

René-Jean Ravault, Ph.D. est détenteur de l'équivalent d'une Maîtrise regroupant diverses formations en sociologie (Paris, Sorbonne) en Sciences Politiques (IEP. Paris) et en publicité (IESP. Paris) ainsi que d'un doctorat en communication de masse de l'Université d'Iowa (Iowa USA).

Il a commencé sa carrière d'universitaire canadien en 1967 à l'Université de Moncton où il a été témoin actif du mouvement étudiant rapporté dans le film de Breault et Perreau, *L'Acadie, l'Acadie* (1969). Par la suite il a enseigné dans les Universités d'Ottawa (1974-1980) et du Québec à Montréal où il a été professeur titulaire en communication (1980-2003). Maintenant retraité et professeur associé au département de communication publique et sociale, L'enseignement de son dernier cours a été interrompu par la grève.

René-Jean Ravault

Docteur en communication de masse, professeur associé
au département de communication publique et sociales, UQÀM.

“VIVEMENT LA LOI SPÉCIALE 79 nationalisant les ressources minérales et énergétiques du Québec pour financer l’enseignement supérieur !”

Montréal, texte inédit pour *Les Classiques des sciences sociales*, 26 mai 2012.

- Ce que le Gouvernement de Jean Charest vient de faire, augmenter les droits de scolarité et imposer la loi 78, le prochain gouvernement le défera. Il rétablira le gel des frais de scolarité, annulera la loi 78 et surtout nationalisera les ressources minérales et énergétiques du Québec. Les revenus ainsi générés financeront les services sociaux : santé et éducation comme cela avait été fait en 1963, lors de la nationalisation des ressources hydro-électriques par René Lévesque sous le Premier Ministre Libéral, Jean Lesage avec qui il formait une « équipe du tonnerre ! »

- Il ne fait pas de doute que le système universitaire du Québec est perfectible ! Pour l’améliorer, il doit être mieux financé, même si le contrôle plus strict de sa gestion proposé par les étudiants en grève est souhaitable. Le problème, source de la crise actuelle, reste quand même de trouver **qui** financera la ‘mise au niveau mondial’ de nos universités ?

- Le Gouvernement Charest restreint le nombre des acteurs susceptibles de contribuer à ce financement à deux catégories de citoyens qu’il s’efforce d’opposer alors qu’ils appartiennent souvent aux mêmes familles. Effectivement, le Parti Libéral et la ‘Coalition avenir Québec’ opposent les étudiants issus de familles bourgeoises (celles dont le revenu annuel dépasse 60.000 ou 100.000 \$) à la masse indistincte des contribuables déjà surtaxés. Le pugilat qui découle de ce scénario n’a pas réussi à faire le jeu de la droite et est même parvenu à

mobiliser les syndicats et une grande partie de l'opinion publique lorsque le gouvernement a voulu calmer le jeu par la force (loi spéciale 78).

- Le comble de cette affaire est qu'on se demande pourquoi le Premier Ministre qui, en s'adressant à des auditoires d'investisseurs étrangers qu'il fait rire sur le dos des étudiants en grève, souligne l'importance des ressources minérales et énergétiques du Québec, tout en omettant de considérer ce secteur qu'il dit très lucratif comme une éventuelle source de revenus pour financer l'éducation.

- Cette volonté de ne pas relier les frais d'université à cette importante source de revenus qui nous vient tout droit du sol québécois donne la très désagréable impression que le Gouvernement libéral tient un double discours. Lorsqu'il s'adresse à « sa » population (étudiants et contribuables locaux), Jean Charest, appuyé par les membres nantis de son entourage, s'empresse de justifier sa demande de hausse des droits de scolarité de 75% en affirmant que tout l'Occident est en crise. Comme le Québec est en Occident, tout s'enchaîne selon lui et les choses ne peuvent plus s'y dérouler comme avant. Fini l'État Providence dont la première Révolution Tranquille accoucha grâce à la nationalisation d'Hydro-Québec. Dorénavant, tous les contribuables doivent contribuer au redressement de l'économie provinciale. Et il n'est pas seul à tenir ce discours au Canada. Dans plusieurs dossiers du ressort fédéral, le Premier Ministre Conservateur, Harper lui fait amplement écho.

- Si un tel discours peut se justifier en Grèce (où on le réfute d'ailleurs) comme dans les pays d'Europe méditerranéenne et dans certaines régions des États-Unis et du Canada anglais, voire l'Ontario, il a perdu récemment, toute pertinence et toute crédibilité au Québec.

- En effet, comme notre Premier ministre, lui-même, n'a de cesse de le répéter aux investisseurs étrangers, notre Province a la chance d'avoir des ressources énergétiques très importantes et non polluantes. On pense évidemment à l'hydro-électricité que l'on peut encore sensiblement développer en dépit du fait que cela perturberait encore plus l'environnement des Autochtones. De plus, en faisant la promotion de « son plan nord », Jean Charest nous rappelle que nous possédons des métaux rares très recherchés, comme la terre noire, indispensable au développement des nouveaux outils de télécommunication personnali-

sés. La Chine qui en était, juste hier, le premier fournisseur vient d'en stopper l'exportation ; nous donnant ainsi une place prépondérante, voire exclusive, sur le marché mondial. L'or, le Nickel, la bauxite, le cuivre, le fer, etc. s'y font aussi de plus en plus rares ! De plus encore, on vient tout juste de découvrir que nous possédons aussi de très importants gisements de pétrole en Gaspésie ainsi que de l'huile et du gaz de schiste presque partout. Toutefois, laisser l'exploitation de ces ressources à la discrétion d'entreprises privées, comme le souhaite Jean Charest, présente de grands risques puisque leur extraction par fragmentation pose d'énormes problèmes écologiques !

- Il semble donc que, seule, la nationalisation de ces ressources (inspirée de celle qui a été faite pour Hydro-Québec et qui a permis le succès économique et social de la première révolution tranquille) pourrait assurer, en plus du renflouement des caisses de l'État, un partage plus équitable du revenu de nos ressources (entre « royalties » aux autochtones, services sociaux garantis aux citoyens de la province et rémunérations des ingénieurs étrangers que leurs diplômes de grandes écoles gratuites ont rendu indispensables pour l'exploitation de ces ressources) ainsi que, 'last but not least,' la saine gestion écologique de l'exploitation de ces nouvelles ressources.

- Il ne faudrait surtout pas que la génération montante, (celle qui manifeste aujourd'hui) ait à payer, en plus des frais de scolarité que leurs aînés n'ont pas connus, le nettoyage de la pollution que les multinationales auront générée en pillant les ressources du Québec et du Canada.

- Évidemment, la nationalisation de ces nouvelles ressources devra financer les nouvelles dépenses universitaires et bien d'autres, comme cela s'est fait dans le passé avec l'hydro-électricité et comme cela se fait aujourd'hui en Norvège et en Arabie Saoudite. Rien que la vente du pétrole de Gaspésie, dont les réserves ont été récemment estimées à 400 milliards de \$ pourrait assurer un moratoire quasi éternel quant à la hausse de droits de scolarité. Rappelons que la Norvège, grâce à la vente de son pétrole, entre plein d'autres choses, assure un enseignement gratuit à tous ses citoyens ainsi qu'aux étrangers désireux de faire leurs études en ce pays.

- Mais plutôt que de refaire, dans une seconde révolution tranquille, ce que « l'équipe du tonnerre », Lévesque-Lesage avait fait en

1963, Jean Charest s'en tient mordicus à son double discours. Face aux faibles (99% de la population) qui doutent de la véracité de ses propos catastrophistes sur l'état des finances publiques, il se montre fort en brandissant la matraque de la loi 78 et, face aux forts (les 'oligarques-du-monde-entier-unis,' qui ne constituent qu'1% de la population globale), il fait preuve d'une faiblesse lamentable en acceptant de leur céder, à vil prix, les trésors éphémères et non renouvelables de notre sous-sol commun.

- Un gouvernement, faible avec les forts et fort avec les faibles, conduit inéluctablement le pays à la faillite économique après avoir entraîné sa faillite morale.

***Il est donc extrêmement urgent
de préparer les prochaines élections !***

Finies les manifs, terminées les négociations infructueuses ! Et est-il bien nécessaire de contester la constitutionnalité de la loi 78 puisqu'une fois au pouvoir, en promulguant la loi spéciale 79, la gauche rendra à la droite le coup qu'elle vient de lui faire ?

- Reconnaissons humblement qu'avec sa loi 78, Charest a gagné SA bataille, SON pugilat! Arrêtons les manifs et retournons (nous, les étudiants au carré rouge et les profs. qui leur sont sympathiques et dont je suis) en classe aux dates que le gouvernement libéral a fixées.

- Puisque le Gouvernement s'en est montré incapable, Il faut que les étudiants soient les premiers à passer du mode macho et infantile aujourd'hui dominant: « Je sauve ma face, je brandis ma matraque, je pisse plus loin que toi ! » au mode responsable, « je m'informe, je m'organise, je vote, j'ai la majorité absolue et j'accouche de la loi spéciale 79 assurant le financement de l'enseignement supérieur par les revenus issus de l'exploitation équitable et écologique des richesses du sous-sol québécois récemment découvertes. »

- Plutôt que de s'enfoncer dans les spirales infernales que génèrent le boycott de certains cours, les manifs, la répression amplifiée par la

loi 78, NOUS (les étudiants au carré rouge et ceux qui les appuient, dont je suis) devrions opter pour un SILENCE ASSOURDISSANT !

- Souvenons-nous de « l'équipe du Tonnerre, Lévesque-Lesage », mais, cette fois, notre seconde révolution tranquille ne se fera pas avec les Libéraux et leurs alliés de la CaQ. Il nous faut d'urgence regrouper les Verts, le PQ, Québec Solidaire avec une branche provinciale du NPD puisque quelque part, Harper et Charest-Legault sont d'avantage à la solde des 'oligarques-du-monde-entier-unis' qu'à celle des citoyens du pays.

- Au tintamarre des casseroles, des sirènes des véhicules de police, des bombes assourdissantes, des cris amplifiés par les porte-voix des uns et des autres, il faut substituer le cliquetis clandestin des claviers d'ordis.

- Dans le calme rétabli, nous pourrions très sérieusement préparer les prochaines élections pour les gagner avec une majorité écrasante.

- Certes, le gouvernement Charest s'empressera de se péter les bretelles en prétendant, par sa loi infâme, avoir rétabli le calme et l'obéissance civile ainsi que le droit des étudiants au carré vert de suivre leurs cours en paix. Mais, de nôtre côté, en ayant, UNILATÉRALEMENT, su faire preuve de maturité en acceptant de « perdre la face » pour contribuer au rétablissement de la paix sociale, nous parviendrons à enrayer les tendances fascistes que la crainte des mouvements de foule a pu réveiller en chacun de NOUS (nous, ici = tous les êtres humains).

- Nous augmenterons ainsi considérablement nos chances pour les prochaines élections. Les fascistes potentiels ainsi rendormis s'abstiendront de voter comme ils le font toujours. Par contre, 'les indignés,' ceux qui en ont marre de voir l'argent des contribuables, des diplômés sous-payés et endettés s'envoler vers les paradis fiscaux des 'oligarques-du-monde-entier-unis,' se souviendront de l'ignoble loi 78 qui a réussi à briser la résistance de 99% des citoyens abusés.

- Les deux partis de droite (les Libéraux et la CAQ) à qui l'on doit l'augmentation de 75% des droits de scolarité ainsi que la loi 78 s'opposant féroceement sur plein d'autres dossiers, les Péquistes, les Verts et Québec Solidaire devraient s'unir, si possible en s'alliant

avec une nouvelle aile québécoise du NPD (ce parti fédéral promeut la nationalisation des ressources tout en respectant l'environnement, ainsi que la redistribution équitable des revenus de l'exploitation méticuleuse des richesses naturelles), pour ne présenter qu'un(e) seul(e) candidat(e) de gauche dans chaque circonscription contre les 2 candidats rivaux de droite.

- Les étudiant(e)s, aidé(e)s des politiciens de gauche, syndicalistes, profs., etc., devraient faire un usage stratégique des réseaux sociaux (dont les technologies ont fait merveille dans l'organisation des manifs) pour s'inscrire aussi vite que possible comme électeurs et certains d'entre eux, qui viennent de faire leur preuve, comme candidat(e)s dans des circonscriptions stratégiquement choisies !

- NOUS (les carrés rouges et leurs amis) devrions profiter de l'été pour construire une stratégie béton afin de gagner les prochaines élections et faire passer cette loi spéciale 79.

- Certes, La Droite s'efforcera de démontrer, pendant la campagne, que la Norvège et l'Arabie Saoudite n'ont rien à voir avec l'Amérique du Nord et que les habitants de ces deux pays, fort distincts il est vrai, vivent selon des normes qui nous sont totalement étrangères.

- Charest et ses amis ne cesseront alors de répéter qu'au Canada anglais et surtout aux États-Unis, les étudiants payent leurs études beaucoup plus cher qu'au Québec.

- Et beaucoup de Québécois, qui se considèrent avant tout Nord-Américains, continueront à accepter aveuglément cet argument. Pourtant, ici, nous nous entendons tous ou presque pour imposer, maintenir et défendre par la loi 101 la langue française que tous les autres Nord-Américains s'empressent de considérer comme une langue extra continentale.

- Nous sommes à la fois Francophones et Nord-Américains comme nous sommes les défenseurs invétérés du capitalisme nord-américain alors que nous savons bien qu'il «décline» même chez nous! Le cinéaste québécois, Denis Arcand, l'a prophétisé par ses films et, aujourd'hui, nous acceptons que Jean Charest prétende qu'il bat de l'aile et affirme que si nous refusons l'augmentation des frais de scolarité, il ne pourra survivre chez nous !

- À quoi bon se battre alors pour le maintien du français au Québec, et dans les services fédéraux du reste du pays, si c'est pour penser et agir exactement comme le font les anglophones d'Amérique du Nord?

- Peut-être, serait-il sage de regarder de plus près ce qui se passe dans le reste du Continent. Au Mexique où l'on parle une autre langue que l'anglais, l'enseignement, à tous les niveaux, est gratuit. Le Mexique, qui fait partie de l'ALENA, est bien en Amérique du Nord ! Non ?

- En fait, la volonté de faire payer une grande partie de l'enseignement supérieur par celles et ceux qui acceptent de retarder, pour de longues années, la réception des bénéfices d'une vie active sur le marché du travail (salaire et pension) et de s'endetter pour survivre (logement, transport, nourriture, matériel scolaire, etc.) tandis qu'ils étudient n'est, en fait, qu'une marotte, voire une manie d'Anglo-Saxons ; des séquelles de la pensée d'Adam Smith et de Ricardo. Les champions des frais de scolarité élevés sont les États-Unis, l'Angleterre et les pays du Commonwealth blanc : l'Australie, la Nouvelle-Zélande et le Canada anglais !

- Si l'on regarde de plus près ce qui se passe au Canada anglais et surtout aux États-Unis, (où tous les jours, au moins un article du *New York Times* évoque les problèmes que suscitent ce système de financement) on constate qu'il devient de plus en plus insupportable pour beaucoup d'étudiants, sinon pour tous. Les droits de scolarité ne cessent de s'y enflammer, ils sont arbitrairement fixés et tellement compliqués à choisir et à gérer qu'il y a maintenant des cours, voire des programmes universitaires, pour expliquer aux étudiants comment ne pas se faire avoir par les administrations ratoureuises de leurs propres universités.

- Aux États-Unis, politiciens et journalistes prédisent que la prochaine « bulle » qui éclatera sera celle de la dette étudiante (qui s'élèverait à mille milliard de \$ soit un trillard). L'explosion, très prochaine, de cette bulle sera pire que celle des hypothèques impayables qui a fait et fait encore tant de ravages dans l'économie américaine...

- Il semble alors évident que le modèle anglo-saxon de financement des études ne soit plus celui qu'il faut suivre aveuglément.

- Après s'être réjoui de voir de nombreux médias américains parler de notre mouvement, il serait astucieux de voir ce qu'ils disent sur le financement de l'enseignement chez-eux. On constaterait que les Étudiants américains en ont, eux aussi, (et même beaucoup plus que chez nous) raz le bol ! Il y a donc une grande opportunité d'alliance objective de tous les étudiants d'Amérique du Nord. Obama s'est déjà très sérieusement penché (d'ailleurs avec la coopération exceptionnel-le de Républicains de poids) sur la question du financement des études en son pays. Au Canada anglais, le gouvernement de l'Ontario s'est très récemment mis au mode 'défensif.' Il ne suffit pas de faire parler de soi, il faut aussi s'informer de ce qui se passe ailleurs et créer des alliances d'étudiants aux niveaux national et international.

Même si on pressent que l'avenir immédiat est porteur de changements radicaux, dans l'état actuel des choses, on devrait faire preuve d'INDÉPENDANCE dans notre évaluation. Il faut donc sortir de notre myopie, pour ne pas dire notre strabisme anglo-saxon et élargir notre champ de vision. Il nous faut observer et analyser les modèles de gestion de ressources rares transformées en services sociaux. La Norvège où l'enseignement à tous les niveaux est gratuit et certains royaumes comme l'Arabie Saoudite qui, par l'exploitation locale de ses ressources assurent la couverture sociale des soins et de l'éducation de ses loyaux et fidèles sujets, sont des cas de figure à observer de près.

Certes, les étudiants au carré rouge considéreront probablement cette demande de passage du mode « tintamarre » au mode « réflexion stratégique dans le silence » comme trop intello., trop déconnecté des pratiques politico-médiatiques contemporaines !

- En cessant de faire en sorte que tout le monde parle d'eux, bref, d'avoir « la visibilité » tant prisée par les relationnistes et les gens des médias, ils perdront l'attention des journalistes qui fonctionnent encore et toujours selon la vieille recette des trois S. : du Sang, du Sexe et du Sensationnel ou du Spectacle.

- Dans les sociétés qui ont les médias qu'elles méritent, les médiateurs prétendent s'adapter aux lois du marché de l'information (qu'ils considèrent alors comme une 'commodité' et certains d'entre eux pensent que l'éducation devrait aussi le devenir). Le Québec serait-il encore coincé dans cette ère de pithécanthrope ou l'âge de fer où l'on ne s'intéresse qu'au spectacle comme du temps des Romains. Pourtant, les universités, si nombreuses à Montréal (ville d'Amérique du Nord où il y a le plus d'étudiants) auraient dû y faire prévaloir la notion de 'conversation républicaine' (démocratie directe à l'œuvre dans la Révolution américaine de 1776) où la priorité est donnée aux débats, à l'expression des projets et des idées. À Montréal, ville universitaire par excellence, devrait prévaloir, cet ordre libertaire du dialogue respectueux de tous les interlocuteurs dont rêvaient John Locke, Jean-Jacques Rousseau, Proudhon, Albert Camus, René Lévesque, Jacques Layton ou encore, peut être aujourd'hui, Thomas Mulcair et que les Communards de Paris, comme les Républicains espagnols des années 36-39 ont mis en œuvre.

- En passant du mode « manif » au mode « conversation républicaine », les étudiants provoqueront une véritable révolution tranquille dans le traitement de l'information par les mass médias. Ces derniers passeront de l'ère du spectacle à l'ère de la conversation républicaine où les sujets sérieux comme l'éducation seront enfin traités en profondeur avec autant d'intérêt, de glamour et de piquant qu'un match de Foot, de Hockey ou une manif. post-Coupe Stanley.

- Pour être équitables et aussi performants que possible, les débats médiatiques sur les systèmes d'éducation et leur financement devront tenir compte non seulement des inégalités économiques qui affectent les étudiants et y pallier mais aussi des différences d'héritage culturel et de capital socio-politique qui positionne certains d'entre eux dans les hautes sphères de la décision et en relèguent d'autres à la réalisation de travaux d'exécution. En bref, tout ce que l'on sait de ce qui affecte l'enseignement devra être mis sur la table. Se limiter à la remise en question de quelques éléments de la gestion actuelle des universités ne fera que repousser le problème de quelques mois ou années !

- Enfin, l'aspect le plus frappant que ces 100 jours et + de grève étudiante ont mis en lumière est l'existence de différences importantes quant à l'espoir que les étudiants placent dans le domaine d'études qu'ils ont choisi. Ainsi, ceux qui ne sont pas en grève pensent probablement qu'ils amortiront la hausse des frais de scolarité dans leur emploi subséquent tandis que ceux qui protestent ne sont peut-être pas certains d'y parvenir.

- Cette différence, ainsi mise en lumière, risque de conforter les propos de ceux qui, à droite, affirment que certains programmes universitaires sont déconnectés des exigences du marché de l'emploi tel qu'il est façonné par les systèmes capitalistes nord-américains. Heureusement toutefois, deux raisons majeures font qu'il n'en est rien !

- D'une part, la lecture des revues les mieux inscrites dans le système capitaliste telles que *Harvard Business Review* ou *The Economist* de Londres nous montre que les décideurs les plus clairvoyants et les plus sophistiqués sont très friands de jeunes cadres formés en philo, lettres, langues, sciences humaines, etc. Ils les considèrent comme plus originaux, plus créatifs et surtout porteurs d'une vision du monde beaucoup plus large et subtile que leurs collègues issus des filières collant de plus près au monde des affaires.

- D'autre part, et c'est le plus important, ces jeunes que l'on considère parfois comme 'marginaux' par rapport aux exigences du système dominant, constituent la réserve de 'l'ordre libertaire' tel que Michel Onfray le définit dans son dernier ouvrage, *La vie philosophie d'Albert Camus*, (Paris, Flammarion, 2012) et qui remplacera sous peu notre capitalisme anglo-saxon, considéré comme 'déclinant' par ses propres supporters.

- Les contraintes écologiques, médicales, stratégiques, économiques et fiscales nous forcent à imaginer un système alternatif. Jean Charest en est conscient, l'avantage que connaît aujourd'hui le Québec sur la scène économique mondiale ne saurait perdurer indéfiniment. Après l'Europe, les États-Unis et le Canada anglais, il nous faudra aussi nous diriger vers un ordre libertaire où, enfin, l'être humain prévaudra sur l'économie et la finance. Et, pour ce monde plus humanisé, les étudiants en 'humanités' (qui ont parfois de la difficulté à se trouver des emplois lucratifs dans le système actuel) sont les mieux formés. C'est pourquoi les prochaines élections qui doivent

accoucher de la seconde révolution tranquille devraient immédiatement les mobiliser. Cela leur permettra de ne pas avoir à déboursier d'avantage pour leurs études mais surtout, par cet engagement politique irréprochable, ils contribueront à établir un système social et économique qui fera prioritairement appel aux compétences qu'ils auront acquises à l'Université.

René-Jean Ravault, Ph.D.

Montréal, le 26 Mai 2012.

Fin du texte